

INTERVENTION MANIF 12 JUILLET,

Il y a 2 ans et demi, la menace de fermeture de la maternité s'était répandue comme trainée de poudre. L'inconcevable entraîna alors une mobilisation exceptionnelle. Le 9 mars 2016, nous étions déjà là, plus de 2000 sur cette place, et Mr maire avait donné, la parole au Comité de Défense de la maternité qui s'était tout juste constitué . Nous affirmions alors en conclusion ces mots "le citoyen a plus de pouvoir qu'il ne croit"

Pendant ces deux grandes années, nous n'avons eu de cesse à la fois de nous organiser, d'informer, d'agir.

Nous organiser : le comité de défense, structure informelle s'est transformé en association loi 1901: Ademat-H (association pour la défense le maintien et l'amélioration de la maternité) Ouverte à toutes et tous: citoyens, usagers , médecins, professionnels de santé , mais aussi les personnes morales; comme la soixantaine de commune , le pays de Remiremont, la CCHV, les associations,les organisation syndicales) . Depuis sa création se sont près de 1700 adhérents qui nous ont rejoints. Nous nous rassemblons autour d'un unique objectif défendre une maternité et un hôpital général de proximité avec des plateaux techniques de qualité pour l'accès à la santé pour tous. Pour cela il ne vous pas échappé que nous avons ajouté un H à notre logo, H comme Hôpital pour bien montrer la globalité de nos objectifs.

Informé. Pour informer il faut savoir , d'où la veille vigilante que nous avons instaurée dès le départ. Or on ne se précipite pas vers nous pour transmettre les informations . Il faut beaucoup de vigilance, d'insistance, de persuasion pour connaître les décisions qui se trament. A Ademat-H nous sommes convaincus que chaque citoyen doit pouvoir comprendre et maîtriser à sa hauteur , les enjeux et le fonctionnement de notre système

santé tant sur les finalités, que son organisation ainsi que son financement. Ces mots là ont des significations très concrètes que je reprendrai dans quelques instants.

Agir: Rassurez vous je ne ferai pas l'historique de nos actions mais je veux souligner ici que les actions conjointes menées par toutes les forces du bassin de naissance ont permis que la maternité continue encore de fonctionner aujourd'hui. Je dis bien toutes les forces, personne ne peut tirer la couverture à soi dans ce combat.

Oui c'est un véritable combat

En échec sur la fermeture de la maternité, l'ARS, l'Agence Régionale de Santé que nous avons renommé Agence de Réduction Sanitaire poursuit un seul et unique objectif: la réduction des déficits. Nulle part il est fait état des besoins de la population, de la réduction de la mortalité, de la morbidité.

Mais pourquoi donc les hôpitaux publics de France sont en déficit ?

C'est l'Etat qui crée l'asphyxie financière des hôpitaux publics.

Pour cela il dispose de deux outils : l'ONDAM et la T2A. Brièvement que signifie ces deux mots barbares

l'Ondam: l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie.

Il est voté tous les ans en automne par les députés. Cette année une augmentation de 2.3 % est prévue, sauf pour l'hôpital public, où ils diminuent de 1.5 milliard l'enveloppe auquel s'ajoute le milliard 5 de déficit de l'an dernier

La T2A

c'est la tarification à l'activité. depuis la loi Bachelot l'hôpital est géré comme un entreprise privée. Tous les actes médicaux effectués ont un prix

qui correspond à une rémunération de la part de la SS. Sauf que l'enveloppe disponible (l'Ondam) est contrainte et que le travail n'est pas payé à sa juste valeur. Le directeur de l'hôpital d'ailleurs le reconnaît: ainsi il dit au copil du 11 janvier "l'aggravation du déficit provient irrémédiablement de la baisse des tarifs alors que le volume d'activité se stabilise, voire augmente et également de l'accroissement des charges (augmentation du coût moyen par salarié)."

Aujourd'hui un grand défi se présente à nous

Ce n'est plus seulement la maternité qui est menacée, c'est l'hôpital général au complet qui est remis en cause dans sa forme et dans son contenu.

Le directeur a signifié officiellement qu'il avait mandat de la part de l'ARS pour organiser la fusion entre les deux centres hospitaliers de Remiremont et d'Epinal. Autrement dit l'ARS confie au directeur les pleins pouvoirs pour organiser à sa guise le plan d'économie. La fusion, c'est la mutualisation des investissements et de la dette d'Epinal. La fusion, ça ne se fait pas d'un claquement de doigt et nous nous réjouissons que le président du Conseil de Surveillance de Rmt ait affirmé qu'il refuserait cette fusion.

Un rapport d'économie budgétaire commandité par l'ARS a été soumis au copil du 11 juin et devrait être avalisé le 20 juillet. Ce rapport prévoit un bouleversement sans précédent dicté par la seule logique économique

La mesure la plus emblématique de l'ARS c'est le transfert de toute l'activité chirurgicale conventionnelle sur Epinal (plus de 24h), en ne maintenant sur place que de la chirurgie ambulatoire, c'est-à-dire qu'après 17h30 en semaine, les WE et jours fériés, il n'y a plus d'activités chirurgicales. Les urgences lourdes de nuit sont envoyées à Epinal;

Dans ces conditions, nos inquiétudes sont très grandes sur le maintien de la Permanence De Soins en anesthésie et donc sur le maintien de la maternité, de la pédiatrie, et de la néonatalogie

d'autres mesures ont prévues, comme la fermeture de la cuisine à RMT, et sa centralisation sur Epinal, l'externalisation de la prestation nettoyage et ménage c'est à dire le recours à des entreprises de nettoyage privés; des dizaines d'emploi vont être supprimés

Après avoir déstructuré la cardiologie (suppression de 10 lits sur 20, suppression de l'unité de soins intensifs continus USIC et de la permanence de soins -présence cardiologue 24/24 et 365j par an) ils s'apprêtent à transformer l'hôpital de Remiremont en centre de médecine gériatrique.

L'hôpital public est en souffrance

"On voit maintenant en France des patients mourir aux urgences, fautes d'être pris en charge dans les services adéquats et dans les délais nécessaires" ainsi s'exprimait le Dr Jérôme Bultel, chef de service, gériatre à l'hôpital de Vernon (Eure) dans un tribune parue dans le journal la Croix le 2 juillet

A Remiremont, nous sommes tout près de ce constat d'après les témoignages que nous enregistrons.

Dans ces conditions quelles perspectives ?

Notre présence ici a plusieurs significations.

D'abord nous disons non à ces orientations . Elles vont rendre plus difficile et pénible l'accès aux soins pour tous . Ce sera pire pour ceux qui n'ont pas de voitures, pour tous ceux d'entre nous qui habitent au-delà de trente minutes de Remiremont, et quid des autorisations d'absences au travail pour ne prendre que cet exemple

Les Hautes Vosges et le nord Hautes Saône ne doivent pas être transformés en désert,

Désert médical d'abord , car quels médecins généralistes viendront s'installer ici s'il ne dispose pas à proximité d'un plateau technique de

recours performant. Dans les 5 années qui viennent, dans les Vosges, 130 généralistes vont partir à la retraite . Il y a 10 ans il y avait 1 médecin pour 1000, aujourd'hui 1 pour 1250.

Désert économique et social ensuite. Notre région est durement touché sur ce plan là. La précarité, la pauvreté, le faible niveau culturel sont déjà très installés. La disparation d'un centre hospitalier général, ne fera qu'aggraver le déclin et réduira à néant tous les efforts que les élus font pour redynamiser le secteur.

Notre région dispose d'un fort potentiel touristique qui voit la population de ses principales villes doubler, voire tripler durant les périodes de vacances, comment peut-on accepter la fermeture des urgences la nuit.

A Adeant-h nous pensons que la loi montagne doit être appliquée et demandons que le principe d'exception territoriale soit retenu pour notre hôpital. Nous faisons donc la demande à nos élus et particulièrement à nos députés pour qu'ils interviennent en ce sens

Nous appelons nos représentants au COPIL du 20 juillet le Mr le Président du C. D. 88 Fr Vannson, Mrs les députés Ch Naegelen et Stephane Viry, et Mrs les maires d' Epinal et Remiremont, Heinrich et Hingray) à dire NON à cette véritable agression contre la vie des habitants de la région. Quant à mr Lejeune député de Haute Saône, il devient urgent qu'il soit impliqué et s'implique dans le copil

Il ya des soucis pour financer le NHE, sans doute mais nous refusons que cela se fasse à notre détriment en détricotant méthodiquement notre hôpital.

D'ailleurs, au parlement, dans sa réponse à un député qui l'interrogeait le 17 janvier de cette année sur le nécessité d'investir pour l'hôpital du 21 siècle, la ministre mme Buzin a répondu que 3 milliards d'euros sur plusieurs années étaient dégagés dans le Grand Plan d'Investissement du 1er ministre. (Le GPI)

Nous pensons qu'il est plus que temps nos députés, mrs Viry , Naegelen et Lejeune s'emparent de cette opportunité et interviennent pour soulager le fardeau des investissements notamment pour le NHE

Enfin le temps des tractions secrètes à l'insu des populations et surtout des maires et conseils municipaux doit être révolu. Foin du Copil, nous réclamons un grand débat citoyen autour de la question de notre Hôpital, débat pris en charge par les maires et/ou les intercommunalités dans des formes qu'il conviendra de définir pour permettre l'expression du plus grand nombre. Les médecins de l'hôpital de Remiremont ont fait des propositions, il y en a même qui sont communes aux deux hôpitaux. L'Ars a rejeté tout cela. Nous demandons que celles-ci soient popularisées débattues, appropriées. La démocratie sanitaire ne doit pas être un slogan sur papier glacé, mais une réalité concrète

Nous seront très attentifs à ce que fera le copil le 20 juillet même si tout le monde l'a compris ,ils profitent de la période estivale pour faire passer les mauvais coups. Si nous ne sommes pas entendu, nous reviendrons bien plus fort encore.

Le rassemblement de ce soir est un succès. Sa préparation fut courte et déjà beaucoup de nos concitoyens sont en congés .Avec les pancartes de tous les villages nous voulons faire comprendre que ce n'est pas seulement 1500 personnes qui sont mobilisés mais les 120000 habitants du territoire htes Vosges-hte Saône qui sont unies autour de leur hôpital général et veulent continuer de pouvoir vivre et travailler au pays.

Dans 2 jours ce sera le 14 juillet , notre fête nationale anniversaire de la révolution française. De cette période est né notre devise gravée au fronton de nos mairies: "liberté-égalité- fraternité"

Or , nous le rappelons à tous les décideurs, Il ne peut y avoir d'égalité, si tous n'ont pas le même accès à la santé

Croyons à la force de notre nombre et de notre détermination!

le citoyen a plus de pouvoir qu'il ne croit

Courage et amitié

bonne vacances

merci!

